

---

Banque nationale suisse  
Rapport sur l'environnement  
2013

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK





---

# Table des matières

<b>Avant-propos</b>	<b>3</b>
<b>1 La performance environnementale en bref</b>	<b>4</b>
<b>2 La Banque nationale et l'environnement</b>	<b>5</b>
<b>3 Consommation des ressources</b>	<b>6</b>
<b>4 Changement climatique</b>	<b>10</b>
<b>5 Chiffres repères écologiques</b>	<b>12</b>
<b>6 Objectifs en matière d'environnement pour les années 2009 à 2014</b>	<b>13</b>
<b>7 Evolution comparative</b>	<b>14</b>
<b>8 Exemples de mesures et de projets</b>	<b>15</b>
<b>9 Dossier: approvisionnement durable</b>	<b>18</b>
<b>10 Papier: de l'arbre au produit fini</b>	<b>19</b>
<b>11 Interview</b>	<b>22</b>
<b>«Une entreprise qui souhaite assurer sa pérennité se doit aussi d'assumer ses responsabilités écologiques et sociales.»</b>	
<b>Annexe: Index GRI</b>	<b>26</b>
<b>Glossaire</b>	<b>27</b>





---

# Avant-propos

Nous avons le plaisir de vous présenter le Rapport sur l'environnement 2013 de la Banque nationale suisse (BNS). Ce document contient les données et les chiffres repères relatifs à la consommation de ressources et aux émissions de gaz à effet de serre de la BNS en 2013. Il décrit aussi les fondements de la gestion de l'environnement mise en œuvre par la Banque, sa stratégie de lutte contre le réchauffement climatique ainsi que les mesures et projets destinés à améliorer sa performance environnementale.

L'édition de cette année a pour thème central l'approvisionnement durable. Elle présente en page 18 le concept de durabilité dans le domaine de l'approvisionnement, et la politique de la Banque nationale en la matière. Dans un entretien qu'il nous a accordé, Adrian Jungo, responsable des achats et de la logistique chez Swisscom, nous parle de l'approvisionnement durable de cette société. Il évoque notamment les expériences de l'opérateur, ses exigences à l'égard des fournisseurs et les mesures prises afin de garantir le respect de ses critères.

Les diverses étapes de la production de papier, décrites en pages 19 à 21, rendent compte de la complexité de cette chaîne d'approvisionnement.

Comité de l'environnement H. Kuhn

Bureau de l'environnement C. Kopp

# La performance environnementale en bref

---

En 2013, la consommation de ressources de la BNS a augmenté dans presque tous les domaines recensés par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique surtout par l'emménagement dans un immeuble supplémentaire et l'exploitation complète d'un bâtiment entièrement rénové à Zurich, un hiver 2012/2013 rigoureux et l'accroissement des effectifs de la Banque. Par rapport à 2012, le nombre de postes à temps plein a progressé de 9%. Ainsi, les chiffres repères en valeur relative par collaborateur ont reculé dans quatre des six catégories.

La consommation d'électricité a augmenté de 7% à la suite de l'emménagement dans le bâtiment Metropol à Zurich et de la première exploitation sur une année complète de l'immeuble rénové de Seefeld à Zurich. L'emménagement dans le Metropol a également eu un impact sur la consommation de chaleur, dont l'augmentation résulte toutefois aussi d'une plus longue période de froid qu'en 2012. Au total, la consommation de chaleur s'est accrue de 25%. Les déplacements professionnels ont pour leur part augmenté de 19%; la consommation d'eau et la quantité de déchets ont toutes deux accusé une hausse de 1%.

En revanche, la consommation de papier s'est contractée de 15%, notamment en raison d'une utilisation moins importante d'imprimés et d'un tirage des publications revu à la baisse.

Les émissions de gaz à effet de serre ont fait un bond de 46%. Cette évolution est principalement due à la forte hausse du besoin d'énergie de chauffage et à un taux de remplacement du gaz naturel par du biogaz moins élevé qu'en 2012. Les principaux facteurs d'émission de gaz à effet de serre restent le trafic aérien (47%) et la consommation de chaleur (32%). Les émissions de gaz à effet de serre ont à nouveau été intégralement compensées, conformément à la stratégie de la BNS en matière de climat.

Les chiffres repères de la Banque nationale se sont détériorés par rapport à ceux d'autres banques. Sa consommation d'électricité et de chaleur en valeur relative est la plus importante, et c'est elle aussi qui présente les chiffres les plus élevés pour les déplacements professionnels et les émissions de gaz à effet de serre. Pour la quantité de déchets et la consommation d'eau en valeur relative, la BNS se classe avant-dernière. En revanche et comme en 2012, elle fait mieux que toutes les autres banques en ce qui concerne la consommation de papier et la part de papier recyclé.

La BNS a pour mandat légal de conduire la politique monétaire de la Suisse dans l'intérêt général du pays. Dans le cadre de ce mandat, elle consomme des ressources. Elle a besoin d'énergie et d'eau, utilise des moyens d'exploitation, produit des déchets et entraîne des déplacements professionnels.

La production matérielle de la BNS comprend différentes publications ainsi que la fabrication, la distribution et l'élimination des billets de banque, tâches qui lui incombent en sa qualité de détentrice du monopole d'émission.

#### **CHARTE ET CODE DE CONDUITE**

Dans sa charte et son code de conduite, la BNS s'engage à fournir ses prestations en ménageant les ressources naturelles. Elle respecte les principes du développement durable et assume pleinement sa responsabilité en matière de protection de l'environnement dans l'exercice de son mandat légal.

#### **CHARTE SUR L'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 2009 À 2014**

La Direction générale arrête, pour une période de six ans, la stratégie de la BNS en matière de gestion de l'environnement et énonce les principes et les objectifs en vue d'une utilisation des ressources qui soit soucieuse de l'environnement.

Les objectifs fixés dans la troisième charte sur l'environnement pour les années 2009 à 2014 visent à stabiliser et à diminuer l'utilisation des ressources, en mettant un accent particulier sur la protection du climat. Les principaux domaines d'action sont les suivants:

- changement climatique
- préservation des ressources et efficacité énergétique
- approvisionnement en numéraire
- collaborateurs
- fournisseurs et partenaires de la BNS.

La charte sur l'environnement de la BNS peut être consultée à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch) (La BNS/Structure et organisation/Gestion de l'environnement).

#### **GESTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Depuis 1996, la Banque nationale met en œuvre une gestion de l'environnement conforme à la norme ISO 14001 et publie un rapport annuel sur sa performance environnementale.

La Direction générale est informée chaque année des activités déployées dans le cadre de la gestion de l'environnement au moyen du Rapport sur l'environnement, qui est complété par un *management review*.

Le Comité de l'environnement de la Banque nationale coordonne les activités de gestion de l'environnement. Il se compose de représentants issus de tous les départements de la Banque.

Enfin, le Bureau de l'environnement est l'interlocuteur principal pour toutes les questions liées aux activités opérationnelles. En collaboration avec les responsables hiérarchiques, il se charge de la mise en œuvre de la gestion de l'environnement.

#### **LIMITES DU SYSTÈME**

Les limites du système définissent le domaine couvert par le Rapport sur l'environnement. Elles comprennent les immeubles utilisés par la BNS dans le cadre de ses activités opérationnelles à Berne et à Zurich. La superficie totale de ces bâtiments s'élève à quelque 69 000 m<sup>2</sup>.

La mise en service en mars 2013 de l'immeuble Metropol sis à la Börsenstrasse 10 à Zurich a entraîné une hausse de la superficie totale des immeubles de quelque 17%.

Depuis 2011, le système englobe aussi le centre de calcul de Zurich, qui ne pouvait pas être pris en compte jusque-là faute de données relatives à la consommation d'énergie.

Il comprend également le centre de formation et de vacances de la BNS à Hasliberg («centre Hasli»), les représentations de la BNS dans six villes suisses et sa succursale à Singapour, dont les données et les chiffres sont mentionnés séparément dans le présent rapport.

Le centre d'études de Gerzensee se trouve quant à lui en dehors des limites du système parce qu'il est en majorité utilisé par des tiers.

En 2013, la BNS employait 760,2 collaborateurs (équivalents plein temps), apprentis inclus, soit 9% de plus que l'année précédente.

# 3

## Consommation des ressources

### ELECTRICITÉ

En 2013, la consommation d'électricité a augmenté de 7% par rapport à l'année précédente pour s'inscrire à 6,8 millions de kWh. La consommation moyenne par collaborateur s'est élevée à 8990 kWh, ce qui équivaut à un recul de 2%.

La hausse de la consommation d'électricité en valeur absolue s'explique par l'emménagement en mars 2013 dans un bâtiment supplémentaire, le Metropol à Zurich. En outre, l'immeuble de la Seefeldstrasse à Zurich, rénové en 2012, a pour la première fois été entièrement occupé sur une période de douze mois en 2013.

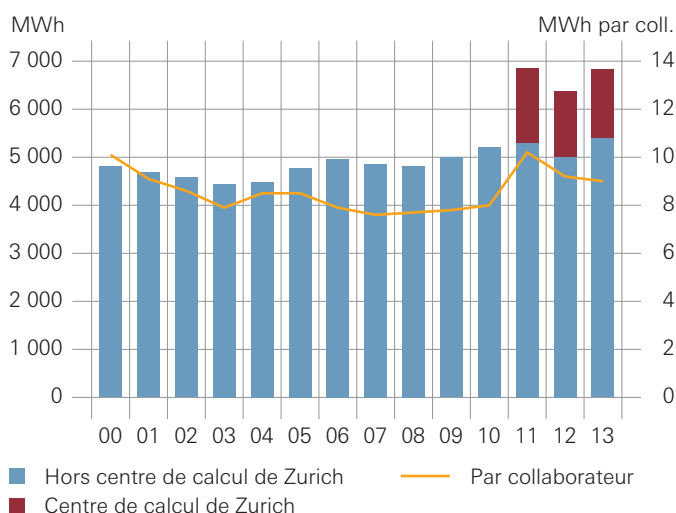
### ENERGIE DE CHAUFFAGE

Par rapport à 2012, la consommation d'énergie de chauffage a augmenté de 25% en chiffres absolus pour s'inscrire à 3,7 millions de kWh.

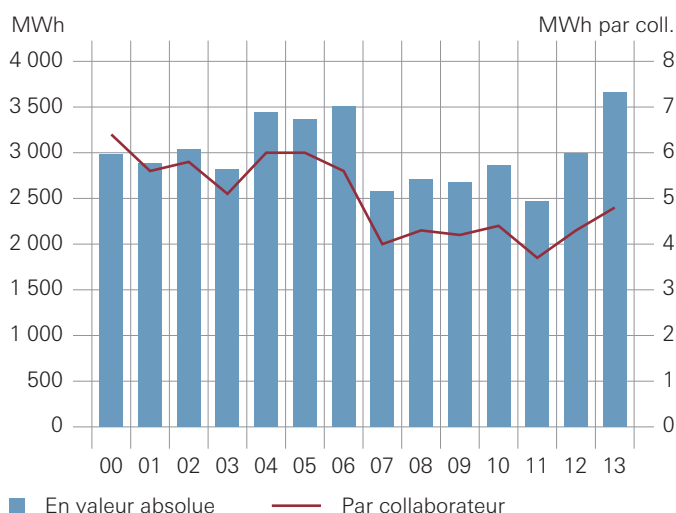
Plus de la moitié de cette hausse est due à la mise en service du Metropol. Un hiver particulièrement rigoureux a également fait grimper la consommation d'énergie de chauffage. Par rapport à l'année précédente, le nombre de degrés-jours de chauffage mesuré à Berne et à Zurich a augmenté de respectivement 4% et 8%.

Par collaborateur, cela correspond à une consommation moyenne de 4800 kWh, soit une hausse de 14%.

#### CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ



#### CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE

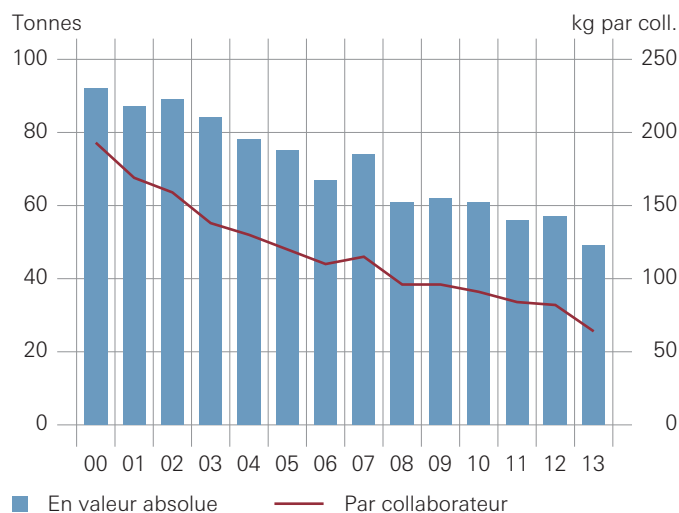


## PAPIER

Par rapport à l'année précédente, la consommation de papier a reculé de 15%, atteignant 48,6 tonnes, notamment en raison d'une diminution de l'utilisation d'imprimés et de publications (-25%) ainsi que de papier pour photocopieuses et imprimantes (-12%). La consommation de papier imputable aux publications a pu être réduite grâce à une baisse des tirages.

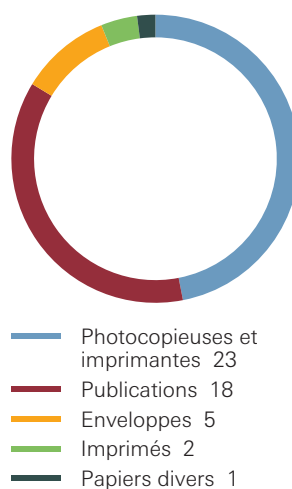
Par collaborateur et par an, la consommation de papier s'est contractée de 22% pour s'établir à 64 kg.

### CONSUMMATION DE PAPIER



### CONSUMMATION DE PAPIER

En tonnes



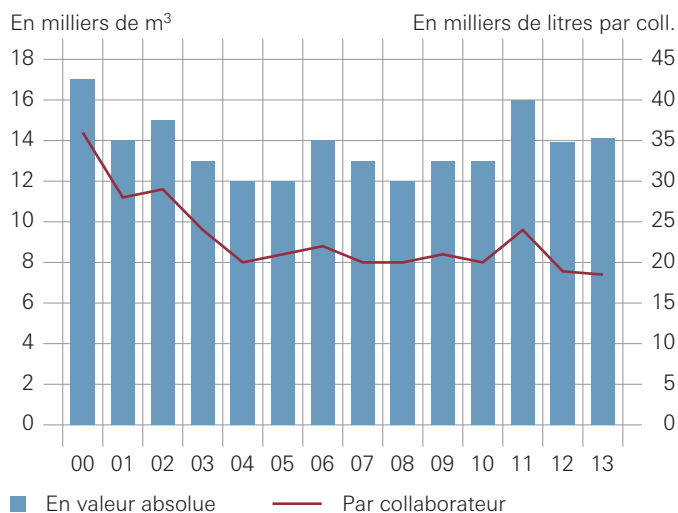
## EAU

Par rapport à l'année précédente, la consommation d'eau a augmenté de 1% pour s'établir à 14 100 m<sup>3</sup>. La consommation moyenne par collaborateur a reculé de 2%, passant à 18 500 litres par an, ou à 74 litres par jour de travail.

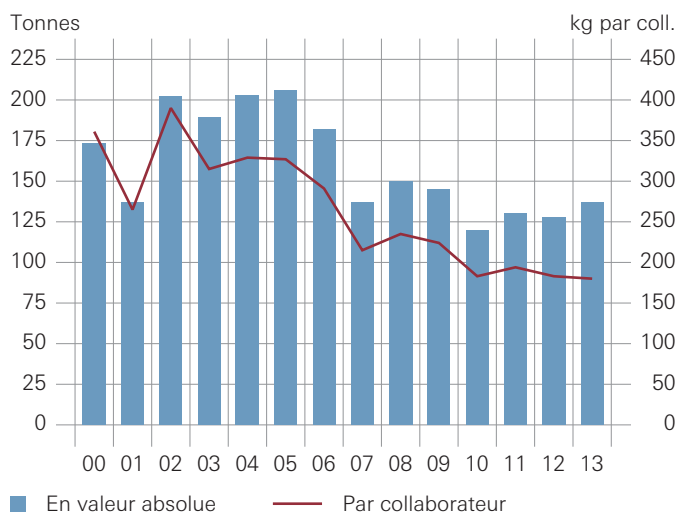
## DÉCHETS

Par rapport à 2012, les quantités de déchets de bureau (hors déchets de construction, déchets de billets de banque, appareils électriques ou électroniques usagés, etc.) se sont accrues de 7% pour s'établir à 136,7 tonnes. Le volume de déchets de bureau par collaborateur a ainsi atteint 180 kg, soit 2% de moins que l'année précédente.

### CONSUMMATION D'EAU



### DÉCHETS DE BUREAU



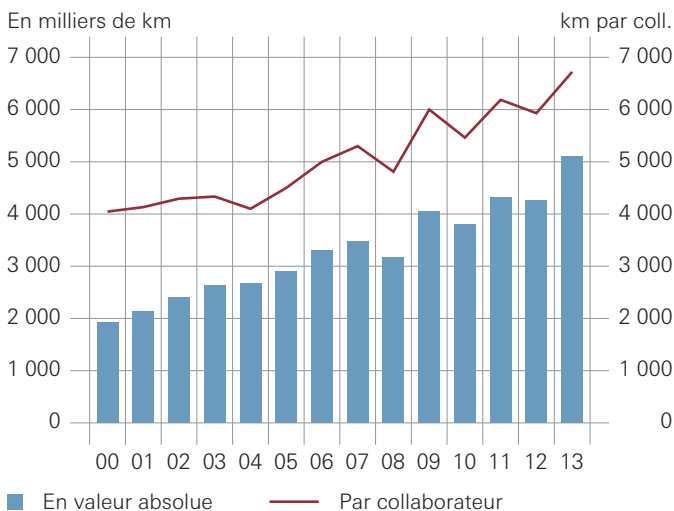
## DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS

La distance totale parcourue à des fins professionnelles a progressé de 19% pour s'inscrire à 5,1 millions de kilomètres. Par collaborateur, elle a augmenté de 13% pour totaliser 6 720 km.

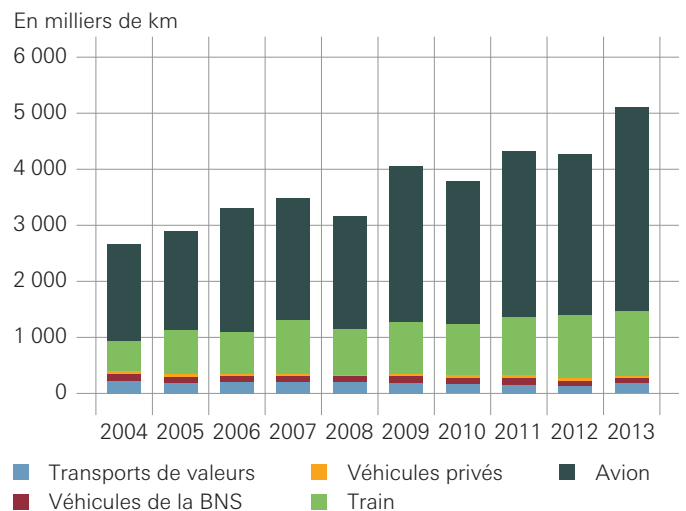
Cette hausse est imputable presque exclusivement aux voyages en avion (+27%), dont la fréquence a considérablement augmenté à la suite de l'ouverture d'une succursale à Singapour en juillet 2013. A cela s'ajoute l'introduction d'une méthode de calcul du nombre de kilomètres parcourus en avion plus précise, ce qui restreint la comparabilité avec les années précédentes.

Les transports de valeurs et les trajets en train ont augmenté de respectivement 36% et 3%. En revanche, le nombre de kilomètres parcourus avec des véhicules de la BNS ont reculé de 3% et ceux effectués avec les véhicules privés à des fins professionnelles, de 13%.

## DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS



## DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS



# 4

## Changement climatique

### OBJECTIFS EN MATIÈRE DE CLIMAT

La Banque nationale a conscience des enjeux environnementaux, économiques et sociaux liés au changement climatique. Afin de diminuer l'impact de ses activités sur le changement climatique, elle a défini les objectifs suivants dans sa charte sur l'environnement valable jusqu'en 2014:

- renoncer, dans la mesure où les contraintes techniques et économiques le permettent, aux installations de chauffage à combustibles fossiles lors d'assainissements;
- réduire de 10% les émissions directes de gaz à effet de serre dues aux carburants et aux combustibles fossiles;
- continuer de couvrir totalement la consommation d'électricité par des énergies renouvelables;
- produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques;
- compenser toutes les émissions de gaz à effet de serre dès 2011.

### STRATÉGIE EN MATIÈRE DE CLIMAT

La stratégie de la Banque nationale en vue de diminuer les émissions de gaz à effet de serre comprend quatre piliers: éviter les émissions de CO<sub>2</sub>; les réduire; les remplacer; les compenser.

1. **Eviter:** diminuer la consommation de ressources en prenant des mesures d'optimisation au niveau de l'exploitation et en encourageant les collaborateurs à adopter un comportement respectueux de l'environnement.
2. **Réduire:** diminuer la consommation de ressources en investissant dans des travaux d'assainissement; améliorer l'efficacité énergétique.
3. **Remplacer:** produire la chaleur et le froid à l'aide d'énergies renouvelables en lieu et place d'énergies d'origine fossile et s'approvisionner en courant écologique.
4. **Compenser:** compenser les émissions restantes en soutenant des projets de protection du climat.

De 2007 à 2011, la BNS a compensé les émissions de gaz à effet de serre imputables au trafic aérien en finançant des projets de protection climatique qui contribuent à la réduction des émissions à l'échelle mondiale. Depuis 2011, elle a atteint la neutralité climatique. Autrement dit, les émissions de gaz à effet de serre restantes dues aux activités de la BNS sont compensées.

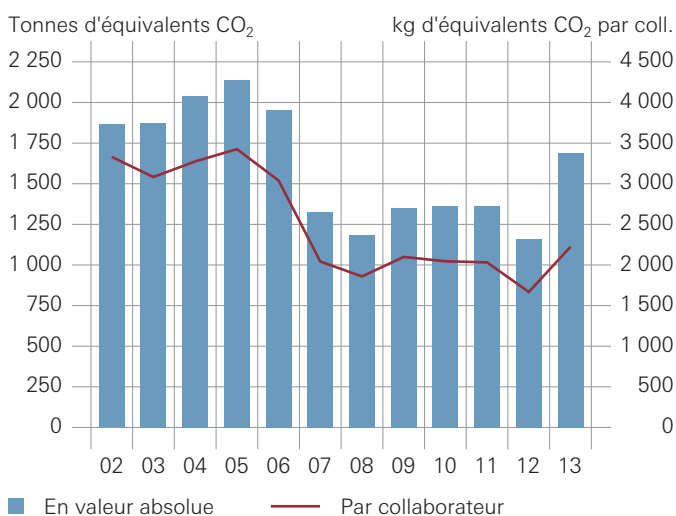
### EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN 2013

Après avoir diminué de 16% en 2012, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 46% pour totaliser 1 690 tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub> en 2013. Cette hausse s'explique surtout par le recul, pour des raisons budgétaires, du taux de remplacement du gaz naturel par du biogaz, dont les émissions de CO<sub>2</sub> sont moindres.

La consommation accrue d'énergie de chauffage à la suite d'un hiver rigoureux et de la mise en service en mars 2013 du Metropol à Zurich entièrement chauffé au gaz naturel ont également pesé sur le bilan des gaz à effet de serre. Les trajets en avion ont pour leur part participé à concurrence de 27% à la hausse des émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions annuelles par collaborateur se sont établies à 2 200 kg (+32%).

### EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE





Gros consommateurs de carburants et de combustibles fossiles, les trajets en avion et les installations de chauffage sont la principale cause des émissions de gaz à effet de serre de la BNS avec une part respective de 47% et 32%.

Les autres facteurs d'émission sont, par ordre décroissant, la consommation de chaleur (32%; +15 points), la consommation d'électricité (6%), les trajets en voiture (5%), les trajets en train et le papier (tous deux 3%), l'élimination des déchets (2%) et l'eau (1%).

### EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE SELON LE PROTOCOLE EN LA MATIÈRE

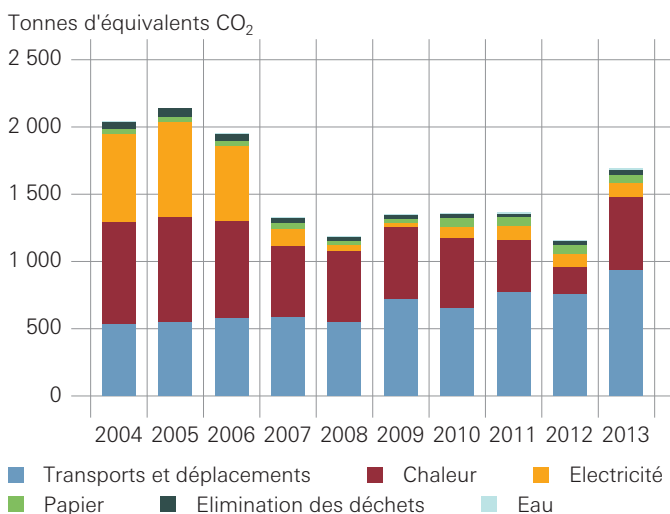
Le Protocole des gaz à effet de serre (Protocole des GES, *Greenhouse Gas Protocol*) est une norme reconnue au niveau international de comptabilisation et de déclaration des émissions de gaz à effet de serre. Ce système classe les émissions en trois champs d'application (*scopes*): les émissions directes, les émissions indirectes et les «autres» émissions indirectes.

A la BNS, les émissions directes (champ d'application 1) sont le résultat de la production de chaleur à partir de gaz naturel et de mazout, des transports d'espèces ainsi que des déplacements professionnels des collaborateurs avec le véhicule privé.

Les émissions indirectes (champ d'application 2) regroupent les émissions attribuables à la production d'électricité, de chaleur à distance et de biogaz chez les fournisseurs.

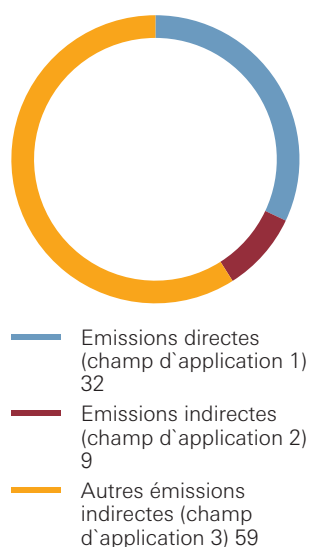
Les «autres» émissions indirectes (champ d'application 3) comprennent les émissions dégagées lors de la fabrication de papier, du traitement des eaux et de l'élimination des déchets, ainsi que par le trafic ferroviaire et les voyages en avion.

### EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



### EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

En %



# 5

## Chiffres repères écologiques

Pour le calcul et la présentation de ses chiffres repères écologiques, la BNS se réfère aux normes VfU Standard 2010<sup>1</sup>.

### CHIFFRES REPÈRES EN VALEUR ABSOLUE

	2012	2013	Variation (en %)
<b>Energie</b> (kWh)	9 367 000	10 493 000	12
Electricité (kWh)	6 378 000	6 833 000	7
Chaleur (kWh)	2 936 000	3 660 000	25
<b>Déplacements professionnels</b> <sup>2</sup> (km)	4 203 000	5 011 000	19
Part <sup>3</sup> des kilomètres en train (%)	27	23	
Part des kilomètres en véhicule privé (%)	5	4	
Part des kilomètres en avion (%)	68	73	
<b>Papier</b> (kg)	57 400	48 600	-15
Part du papier recyclé (%)	91	90	
<b>Eau</b> (m <sup>3</sup> )	14 000	14 100	1
<b>Déchets</b> <sup>4</sup> (t)	141	143	1
Part du recyclage (%)	62	49	
Part de l'incinération (%)	38	50	
Part des déchets mis en décharge (%)	-	-	
Part des déchets spéciaux (%)	-	1	
<b>Emissions de gaz à effet de serre</b> (t d'équivalents CO <sub>2</sub> )	1 160	1 690	46

### CHIFFRES REPÈRES EN VALEUR RELATIVE PAR COLLABORATEUR

	2012	2013	Variation (en %)
<b>Energie</b> (kWh)	13 400	13 800	3
Electricité (kWh)	9 160	8 990	-2
Chaleur (kWh)	4 220	4 810	14
<b>Déplacements professionnels</b> <sup>2</sup> (km)	6 030	6 590	9
<b>Papier</b> (kg)	82	64	-22
<b>Eau</b> (litres)	18 900	18 500	-2
<b>Déchets</b> <sup>4</sup> (kg)	202	188	-7
<b>Emissions de gaz à effet de serre</b> (kg d'équivalents CO <sub>2</sub> )	1 670	2 220	33

<sup>1</sup> Les indicateurs VfU (Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten) fixent une norme appliquée à l'échelle internationale pour mesurer la performance environnementale des prestataires financiers. Pour plus de détails, voir [www.vfu.ch](http://www.vfu.ch).

<sup>2</sup> Hors trajets effectués par des coursiers externes.

<sup>3</sup> Parts dans la consommation totale.

<sup>4</sup> Les chiffres ne tiennent compte ni des déchets de construction et des billets de banque, ni des emballages pour boissons réutilisables. La quantité de déchets de bureau par collaborateur s'élève à 180 kg; des catégories de déchets supplémentaires sont prises en compte ici.

## Objectifs en matière d'environnement pour les années 2009 à 2014

Dans sa charte sur l'environnement, la BNS a formulé des objectifs pour les années 2009 à 2014. Le tableau ci-dessous indique le niveau de réalisation des objectifs fixés dans les domaines du changement climatique ainsi que de la préservation des ressources et de l'efficacité énergétique.

Jusqu'en 2013, les émissions de CO<sub>2</sub> imputables aux carburants et aux combustibles fossiles se sont accrues de 8% alors que l'objectif visé est une diminution de 10%. Ce mauvais résultat est dû à la hausse des déplacements en avion et de la consommation de chaleur en valeur absolue.

Depuis 2009, la BNS couvre l'intégralité de sa consommation d'électricité avec des énergies renouvelables. Et, depuis 2011, elle compense toutes les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses activités. Elle n'a pas encore atteint son objectif consistant à produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques.

Depuis 2009, la consommation d'énergie a augmenté de 37% en chiffres absolus; l'objectif d'une croissance zéro

n'a donc été ni atteint ni même approché. Les principales raisons en sont l'accroissement des effectifs de la BNS de 19% depuis 2009 et les changements intervenus dans les limites du système. En effet, depuis 2011, la consommation d'électricité du centre de calcul de Zurich est prise en compte. Par ailleurs, deux nouveaux bâtiments ont été mis en service à Zurich. Corrigée des effets dus à l'intégration du centre de calcul de Zurich, la hausse de la consommation d'énergie s'est inscrite à 18% en valeur absolue et se situe ainsi dans le même ordre de grandeur que la croissance des effectifs.

La consommation d'électricité par collaborateur a augmenté de 15%, alors que l'objectif visé est une réduction de 5%. Corrigée des effets dus à l'intégration du centre de calcul de Zurich, elle a reculé de 9%, faisant ainsi mieux que l'objectif fixé en 2009 compte tenu des limites du système de l'époque.

La consommation de combustibles fossiles en chiffres absolus a augmenté de 12% (au lieu de -10%). Cette hausse s'explique par la mise en service d'un nouvel immeuble à Zurich chauffé au gaz naturel.

### OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 2009 À 2014

	Objectif jusqu'en 2014	Etat 2013	Année de référence 2009	Variation jusqu'en 2013 (en %)
<b>Changement climatique</b>				
Réduire de 10% les émissions de CO <sub>2</sub> dues aux carburants et aux combustibles fossiles (t)	1 140	1 370	1 270	8
Couvrir la consommation d'électricité à raison de 100% par des énergies renouvelables (%)	100	100	100	0
Produire au moins 1% de l'électricité par ses propres installations photovoltaïques (%)	1	0	0	0
Compenser à 100% les émissions de gaz à effet de serre (%)	100	100	0	100
<b>Préservation des ressources et efficacité énergétique</b>				
Stabiliser la consommation d'énergie en chiffres absolus	7 670	10 490	7 670	37
Stabiliser la consommation d'énergie en chiffres absolus, corrigée des effets dus à l'adaptation du système <sup>1</sup> (MWh)	7 670	9 050	7 670	18
Diminuer de 5% la consommation d'électricité par coll. (kWh)	7 440	8 990	7 830	15
Diminuer de 5% la consommation d'électricité par coll., corrigée des effets dus à l'adaptation du système <sup>1</sup> (kWh)	7 440	7 090	7 830	-9
Diminuer de 10% la consommation de combustibles fossiles <sup>2</sup> (MWh)	1 521	1 890	1 690	12

<sup>1</sup> Sans prise en compte du centre de calcul de Zurich intégré dans le système depuis 2011.

<sup>2</sup> Erratum concernant le Rapport sur l'environnement 2012: dans le rapport de l'année précédente, la valeur de l'année de référence a été surestimée, ce qui a conduit à une variation plus importante que celle effectivement réalisée.

# 7

## Evolution comparative

A des fins de comparaison avec d'autres banques, nous avons mis en regard les indicateurs VfU 2013 de la BNS et ceux d'une banque cantonale, d'une banque privée et d'une grande banque.

Les chiffres repères de la BNS se sont détériorés dans plusieurs domaines par rapport à 2012. Ils se situent désormais dans le bas du classement.

Comme l'année précédente, la BNS a utilisé plus d'électricité et désormais aussi plus de chaleur que les autres banques.

Quant au nombre de kilomètres parcourus par les collaborateurs à des fins professionnelles et aux émissions de gaz à effet de serre, c'est également la BNS qui affiche les valeurs les plus élevées.

En ce qui concerne la consommation d'eau et la quantité de déchets, la BNS occupe respectivement la troisième et la deuxième place.

En 2013, la BNS a de nouveau fait mieux que les autres banques en termes de consommation de papier par collaborateur. Elle affiche aussi une part de papier recyclé nettement plus élevée que les autres instituts financiers. La consommation de papier comparativement faible de la BNS s'explique par le fait qu'elle n'offre pas de services destinés à la clientèle de particuliers.

### EVOLUTION COMPARATIVE

Chiffres repères 2013 par collaborateur

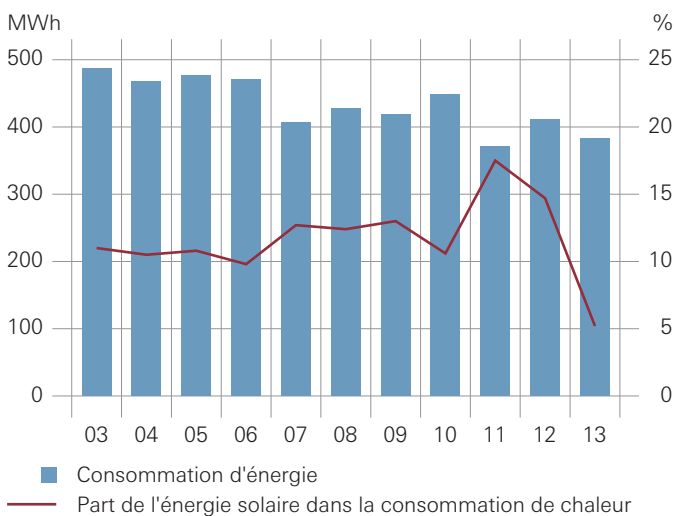
	BNS	Banque cantonale	Banque privée	Grande banque
<b>Energie</b> (kWh)	13 800	9 800	7 100	12 700
Electricité (kWh)	8 990	6 600	5 600	8 050
Chaleur (kWh)	4 810	3 310	1 500	4 650
<b>Déplacements professionnels</b> (km)	6 590	712	4 900	2 850
Part des kilomètres en avion (%)	73	50	66	80
<b>Papier</b> (kg)	64	238	95	200
Part du papier recyclé (%)	90	6	63	6
<b>Eau</b> (litres)	18 500	19 900	n.d.	27 200
<b>Déchets</b> (kg)	188	183	n.d.	296
Part du recyclage (%)	49	46	n.d.	65
<b>Emissions de gaz à effet de serre</b> (kg d'équivalents CO <sub>2</sub> )	2 220	1 340	2 190	1 950

n.d. Aucune donnée disponible

**CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU «CENTRE HASLI»**

Par rapport à 2012, la consommation totale d'énergie du centre de vacances et de formation «Hasli» a diminué de 7%, la consommation d'électricité ayant reculé de 2% et la consommation de chaleur, de 10%.

La production de chaleur solaire s'est contractée de 68%, en raison des travaux de transformation de la piscine couverte qui ont nécessité le débranchement de l'installation photovoltaïque d'avril à juillet 2013. Par conséquent, la part de chaleur produite par l'installation photovoltaïque ne s'est élevée qu'à 11 500 kWh, ce qui correspond à 5% de la consommation d'énergie de chauffage du «centre Hasli», contre 15% en 2012.

**CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU «CENTRE HASLI»****CONSOMMATION D'ÉNERGIE DANS LES REPRÉSENTATIONS ET LA SUCCURSALE DE LA BNS**

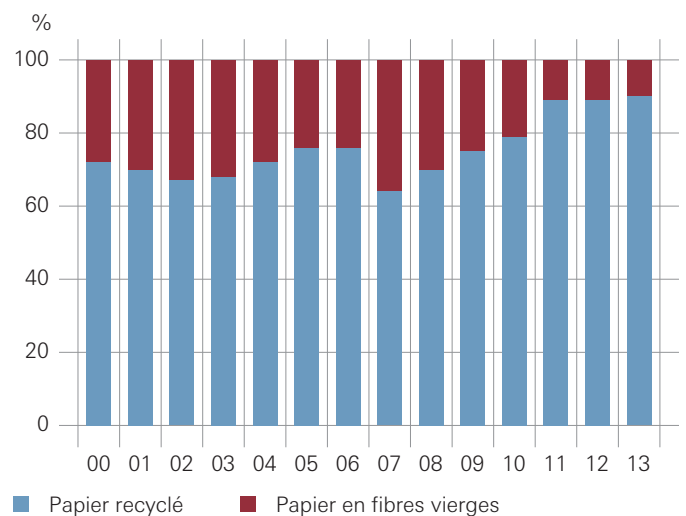
La BNS gère dans les villes de Bâle, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano et St-Gall des représentations qui observent la vie économique dans leur région. Elle y employait 17 collaborateurs (12 postes à temps plein). En 2013, la consommation d'électricité des représentations a totalisé quelque 17 000 kWh.

En juillet 2013, la BNS a ouvert une succursale à Singapour où elle occupe 7 collaborateurs. La consommation d'électricité durant les six premiers mois d'exploitation de ce site s'est élevée à 27 000 kWh.

**PART DU PAPIER RECYCLÉ TOUJOURS EN HAUSSE**

Depuis 1998, la Banque nationale utilise, autant que faire se peut, du papier recyclé dans tous ses départements et services. En 2013, la part du papier recyclé a atteint 90%, soit un accroissement de 1 point par rapport à l'année précédente.

A l'exception de son rapport de gestion et de quelques brochures, la BNS a imprimé en 2013 toutes ses publications sur du papier 100% recyclé.

**PAPIER RECYCLÉ ET PAPIER EN FIBRES VIERGES**

### COURANT ÉCOLOGIQUE

La Banque nationale a couvert sa consommation d'électricité en Suisse par du courant écologique certifié «naturemade star» composé d'énergie hydraulique et d'énergie solaire. Le certificat «naturemade star» est un label garantissant un courant produit de manière particulièrement respectueuse de l'environnement et se caractérisant par une plus-value écologique qui permet:

- d'encourager les énergies renouvelables;
- d'alimenter un fonds servant à financer des mesures d'amélioration écologique dans le secteur des centrales hydro-électriques.

### BIOGAZ

Depuis 2010, la BNS remplace par du biogaz une partie du gaz naturel utilisé pour couvrir sa consommation de chaleur.

En 2013, la part du biogaz s'est élevée à 8%, contre 70% l'année précédente. Ce très net recul s'explique par la diminution des moyens financiers issus du remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub>, qui sont utilisés pour acquérir du biogaz.

Le biogaz, qui est pour ainsi dire neutre en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>, est produit par la société «Energie 360°» (anciennement Erdgas Zürich) dans des usines régionales à partir de déchets organiques (déchets verts, restes de repas, etc.).

### EXPOSÉ SUR LA «MAISON À ÉNERGIE POSITIVE»

En octobre 2012, Daniel Rufer, maître d'ouvrage et propriétaire d'une «maison à énergie positive», a donné un exposé à la BNS où il a évoqué les particularités et les défis liés à la conception et à la construction d'un tel bâtiment, qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

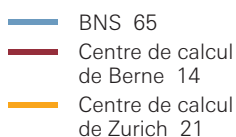
### CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ DES CENTRES DE CALCUL DE LA BNS

Sur la consommation d'électricité totale de la BNS en 2013, soit 6,8 millions de kWh, 35% sont imputables aux centres de calcul de Berne et de Zurich. Un peu plus de la moitié de cette électricité est utilisée pour refroidir les locaux.

La consommation d'électricité du centre de calcul de Berne est restée quasiment constante, tandis que celle du centre de calcul de Zurich s'est accrue de 5%.

### PART DES CENTRES DE CALCUL DANS LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

En %



### **LAMPES DE BUREAU À LED**

Tous les bureaux mis en service en 2013 dans le Metropol à Zurich ont été équipés de lampadaires à LED qui consomment moitié moins d'énergie que ceux à ampoule classiques.

### **COMPENSATION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE**

Les montants de compensation facultatifs versés par la BNS pour toutes les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses activités servent à soutenir financièrement quatre projets de protection du climat:

- parc éolien en Nouvelle Calédonie dans les régions de Prony et de Kafeate;
- projet de géothermie «Dora II» en Turquie;
- traitement des eaux usées avec production de biogaz et utilisation de la chaleur résiduelle en Thaïlande;
- centrales hydro-électriques dans les provinces chinoises Chongqing, Yunnan, Sichuan et Guizhou.

Trois de ces projets visent non seulement des objectifs écologiques, mais aussi une plus-value sociale. Les projets de parc éolien en Nouvelle Calédonie et de géothermie en Turquie sont certifiés «Gold Standard», et le projet de centrales hydro-électriques en Chine a obtenu le label «Social Carbon Standard».

Les rapports de validation de ces quatre projets sont publiés dans des registres officiels et peuvent être consultés sur les sites Internet du «Gold Standard Registry» ou du «VCS Registry» qui en présentent aussi les descriptifs, les rapports de suivi, etc.

### **SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE À BERNE ET À ZURICH**

La BNS a équipé les salles de réunion de ses sièges de Berne et de Zurich de systèmes de visioconférence.

En 2013, il a ainsi été possible d'éviter de nombreux trajets en train et, par là même, l'émission de quelque 1,6 tonne de CO<sub>2</sub>.

### **ASSAINISSEMENT DES IMMEUBLES DE LA BUNDESPLATZ 1 À BERNE**

Pour les travaux d'assainissement du siège de Berne, dont la planification a débuté en 2012, la BNS veille à utiliser des méthodes et des matériaux de construction écologiques qui permettront d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.

## Dossier: approvisionnement durable

---

La précarité des conditions de travail des ouvriers en Chine, les incendies et les effondrements meurtriers dans des usines textiles au Bangladesh, les accidents miniers en Amérique du Sud ou encore le travail au noir en Suisse sont autant de conséquences négatives des chaînes de production et de création de valeur globalisées. En tant que consommateurs, nous profitons certes d'une offre de produits de plus en plus riche et variée. Mais ni nous, les consommateurs finaux, ni nos fournisseurs en Suisse ne connaissons les véritables enjeux écologiques et sociaux liés à leur fabrication.

Une meilleure information du grand public et la pression des articles critiques parus dans la presse ont conduit au cours des dernières années à un changement de mentalité: les critères de durabilité jouent un rôle croissant dans les processus de production comme dans l'approvisionnement et font de plus en plus souvent partie intégrante d'une gestion d'entreprise responsable.

Un approvisionnement durable ne dépend pas uniquement du prix et de la qualité, mais aussi d'aspects écologiques et sociaux. Du point de vue écologique, il s'agit de limiter à un minimum la consommation de ressources lors de la fabrication d'un produit et d'éviter autant que faire se peut les impacts négatifs des activités d'approvisionnement sur l'environnement. Par critères sociaux, on entend surtout la garantie d'un salaire équitable, la mise en pratique de normes sociales du travail, le respect des droits de l'homme, l'application de standards de sécurité dans les usines ainsi que la lutte contre la corruption.

De nos jours, les entreprises appartenant à une même chaîne d'approvisionnement (*supply chain*) se trouvent rarement dans un seul pays. Celles-ci sont des fabricants, des grossistes, des intermédiaires et des détaillants qui transforment les ressources en prestations ou en produits finis, destinés aux consommateurs. Pour être durable, l'approvisionnement doit satisfaire aux divers critères de durabilité sur toute sa chaîne.

Or la grande complexité de cette chaîne ainsi que la délocalisation de plus en plus fréquente de la production dans plusieurs pays ne facilitent guère la tâche des services d'achat et, partant, celle des consommateurs finaux.

### **ENGAGEMENT DE LA BANQUE NATIONALE**

Depuis plusieurs années, la Banque nationale suisse choisit ses produits et ses fournisseurs sur la base de critères écologiques et sociaux. Elle a défini les principes correspondants dans sa charte sur l'environnement. Lors d'appels d'offres, par exemple, la BNS demande aux fournisseurs de remplir un questionnaire, sur la base duquel elle évalue les éventuels systèmes de gestion de l'environnement et de développement durable en place, les objectifs écologiques et sociaux ainsi que la part de personnes à former. Elle examine aussi les produits et les prestations sous l'angle de critères écologiques. Ces principes et exigences s'appliquent notamment aux achats de matériel informatique, de bureau ou de vêtements professionnels, ainsi que dans le domaine des travaux de construction. Dans le cadre des projets de construction, la BNS exige en outre des fournisseurs qu'ils utilisent des matériaux respectueux de l'environnement.

La Banque nationale examine actuellement toute sa chaîne d'approvisionnement afin de devenir la référence en matière d'uniformité et d'efficacité des processus et de respect des principes de durabilité.





**Récolte** La couverture forestière mondiale s'élève à 3,69 milliards d'hectares environ. Chaque année, 14,5 millions d'hectares de forêt, dont la moitié dans les tropiques, sont abattus pour gagner du bois brut. La surface reboisée chaque année représente quant à elle plus de 10 millions d'hectares. Près de 50% du bois coupé est utilisé comme bois de chauffage, 40% pour la fabrication de papier et le reste comme matériel de construction ou à d'autres fins.

L'organisation non gouvernementale à but non lucratif Forest Stewardship Council (FSC) a été créée en 1993 à la suite du Sommet de la Terre de Rio dans le but d'éviter la surexploitation des forêts et la destruction de l'environnement. Elle s'engage en faveur d'une gestion forestière responsable aux niveaux social, écologique et économique. Aujourd'hui, quelque 179 millions d'hectares de forêt sont certifiés dans le monde selon les standards FSC.

**Transport** Suivant les régions et le terrain, le bois est encore acheminé vers le lieu de destination par voie d'eau, ou par le rail. Or plus la consommation augmente, plus les forêts sont mises sous pression. Pour transporter le bois depuis les régions reculées, on a donc de plus en plus souvent recours à des poids lourds, toutefois nettement plus polluants. La construction de barrages pour la production d'énergie réduit elle aussi les possibilités de flottage du bois.

En raison de la faiblesse du prix du bois dans l'hémisphère Sud ainsi que des ressources limitées et des normes environnementales sévères à l'intérieur de ses propres frontières, l'Europe importe de plus en plus de bois issu de plantations lointaines.

**Stockage** Une fois arrivé dans l'usine de papier, le bois est entreposé dans un terminal. Les troncs seront ensuite débités, empilés en d'énormes tas et transformés en pâte. C'est à partir de cette masse que sera fabriqué dans les installations de production proprement dites le papier, soit actuellement jusqu'à 3 000 qualités différentes suivant l'essence de bois et le procédé utilisés.

Les résineux comme l'épicéa, le sapin, le pin et le mélèze sont particulièrement appréciés en raison de leurs fibres longues qui se feutrent plus facilement que celles, plus courtes, des feuillus, et confèrent ainsi une meilleure résistance au papier. Les feuillus tels que le bouleau, le peuplier, le hêtre et l'eucalyptus, une essence de plus en plus répandue en Europe, sont souvent mélangés avec des résineux. Les bois durs à fibres courtes servent à la fabrication de papiers spéciaux.



**Préparation** Outre la cellulose utilisée pour la fabrication du papier, le bois contient d'autres substances, qui doivent être éliminées, comme la lignine. A cet effet, on commence par écorcer soigneusement les troncs, l'écorce pouvant être transformée en d'autres produits tels que les pellets. Les troncs sont ensuite débités.

En Suisse, plus de 5 millions de mètres cubes de bois sont coupés chaque année, soit l'équivalent des deux tiers environ de la matière première renouvelable fournie par la forêt suisse. Si on y ajoute les importations, ce sont quelque 6,5 millions de mètres cubes de bois qui sont ainsi transformés chaque année, dont plus de 22% en papier.

**Extraction des fibres** Pour isoler les fibres de cellulose, le bois précédemment coupé en copeaux est finement broyé sous adjonction d'eau chaude. La pâte ainsi obtenue est épaissie, puis blanchie.

Afin de ménager les forêts, mais aussi pour des raisons financières, on recycle de plus en plus souvent la cellulose du vieux papier: celui-ci est également délayé dans de l'eau, défibré, épuré et désencré. En Europe, la part du vieux papier représente déjà 60% des matières premières entrant dans la fabrication du papier. Le papier recyclé peut être réutilisé cinq à six fois au maximum, la qualité du papier diminuant nettement à chaque cycle de recyclage.

**Purification de la pâte à papier** Il faut éliminer les éléments indésirables du bois tels que la lignine et l'hémicellulose pour ne conserver que les fibres de cellulose. A cet effet, la pâte est une nouvelle fois finement broyée et, suivant les fabricants et la qualité de papier souhaitée, soumise à différents traitements chimiques.

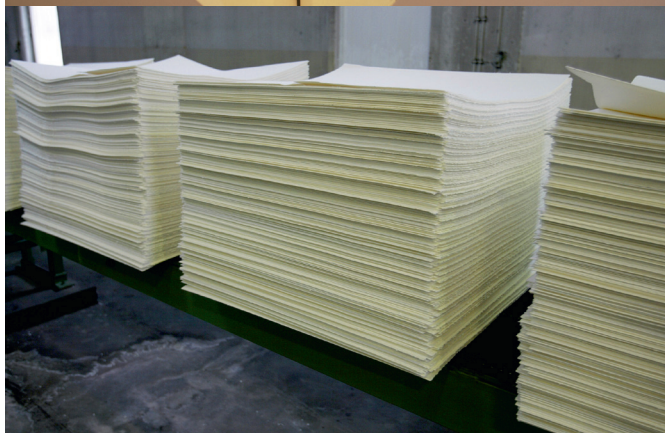
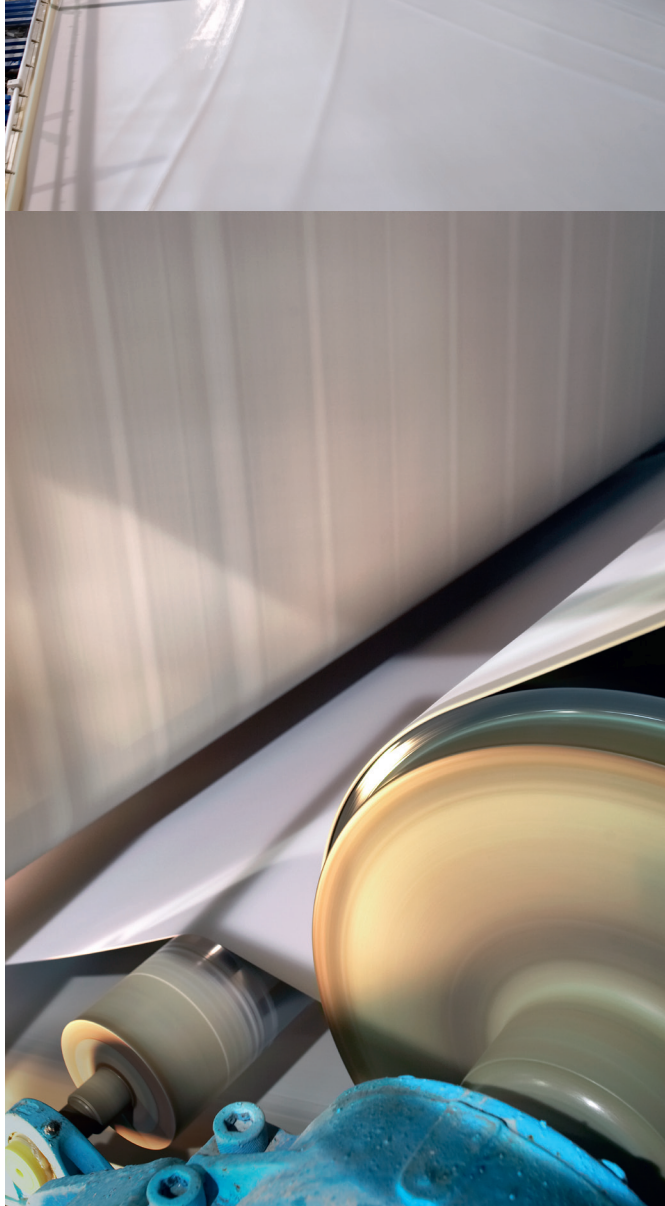
Les procédés durables évitent dans la mesure du possible d'utiliser des composés chlorés, qui sont rejetés dans les eaux usées et polluent ainsi l'environnement. Les composés soufrés sont également nocifs, d'où le recours de plus en plus fréquent à des solutions de soude caustique et à du peroxyde d'hydrogène. Les composants éliminés dans le cadre de procédés de fabrication respectueux de l'environnement ne contiennent ni chlore ni soufre, et peuvent ainsi être réutilisés par l'industrie chimique – dans le cas de la lignine pour la production de colles par exemple.

**Production des feuilles** Epurée et désaérée, la pâte à papier, dont la teneur en eau est de 99%, est déposée en fine couche sur un tamis roulant. L'eau s'écoule en quelques secondes, laissant apparaître la structure du papier; des pompes d'aspiration soutiennent ce processus.

Pour conférer au papier une surface compacte, on ajoute peu avant à la pâte à papier des matières de remplissage comme le kaolin, le calcium ou la colle. Cette dernière rend le papier imprimable et plus résistant à la déchirure. A ce stade, il est aussi possible d'ajouter des colorants.







**Traitement final** A sa sortie du tamis, la bande de papier souple est déposée sur un support de feutre et transportée dans la section presse, composée de trois à quatre presses successives. Cette opération, où la feuille de papier, protégée par le feutre, passe entre deux cylindres sous forte pression, sert à éliminer le maximum d'eau.

L'eau résiduelle est ensuite évaporée dans la partie sécherie. Ici, la bande de papier passe à travers une série de cylindres chauffés à la vapeur, avant d'être lissée et enroulée en bobines. Dans certains cas, par exemple pour obtenir du papier extra-lisse, on peut ajouter un traitement de surface spécial avant l'embobinage final.

**Stockage** Alors que le papier fabriqué par nos ancêtres se conserve – à condition d'être stocké correctement – plusieurs siècles en raison de l'absence de substances chimiques, le papier produit aujourd'hui a une durée de vie nettement plus courte. Du fait de la présence d'acides, il ne se conserve plus que 70 à 100 ans. Cela étant, le papier ne reste jamais longtemps dans les usines, la demande étant bien trop élevée pour cela.

En 2013, la consommation de papier de la Banque nationale suisse s'est élevée à 48 600 kg, soit une baisse de 15% par rapport à l'année précédente. Par collaborateur et par an, cela ne représente plus que 64 kg de papier. La BNS achète exclusivement du papier 100% certifié FSC.

**Consommation de papier** Près de 400 millions de tonnes de papier sont fabriquées chaque année dans le monde. Tous pays confondus, la consommation de papier est de 57 kg par habitant, sachant que les Européens en utilisent 163 kg et les Suisses, 194 kg par an.

La Banque nationale suisse ne se contente pas d'afficher une consommation de papier nettement inférieure à la moyenne, elle a aussi enregistré en 2013 une part très élevée de 90% de papier recyclé dans le volume total de papier utilisé. A l'exception de son rapport de gestion et de quelques brochures, la BNS imprime toutes ses publications sur du papier recyclé. Ce type de papier a un impact écologique inférieur de 30% en moyenne à celui des papiers en fibres vierges et réduit aussi la déforestation commerciale des forêts.

«Une entreprise qui souhaite assurer sa pérennité se doit aussi d'assumer ses responsabilités écologiques et sociales.»

Propos recueillis par Claudia Kopp

**Vous êtes responsable des achats et de la logistique chez Swisscom. Quelles sont vos tâches et vos compétences?**

Responsable de toutes les activités liées à la chaîne d'approvisionnement, je dirige les divers services d'achat et contrôle les partenaires logistiques. Je m'occupe aussi de la gestion des immeubles de Swisscom.

Dans le domaine des achats, nous appliquons le système des quatre yeux. Autrement dit, moi-même et mon équipe épaulons les services spécialisés, la technique par exemple, dans tous leurs achats. On distingue ici quatre grandes catégories: l'infrastructure de réseau, les prestations, les appareils finaux et les licences. Le volume d'achats annuel s'élève à 4 milliards de francs et celui du groupe Swisscom dans son ensemble, à 5 milliards.

**Sur le site Internet de Swisscom, il est dit que l'entreprise assume ses responsabilités dans la chaîne d'approvisionnement. Quelle place la durabilité occupe-t-elle dans la politique d'achat de Swisscom?**

Je suis persuadé que toute entreprise qui souhaite assurer sa pérennité se doit aussi d'assumer ses responsabilités écologiques et sociales. Le principe de la durabilité est ancré dans notre stratégie d'entreprise et, je tiens à le souligner, organisé en tant que processus top-down.

**Quels sont les objectifs et les avantages de la politique d'achat durable de Swisscom?**

Nous souhaitons devenir l'une des entreprises suisses les plus durables et entendons positionner Swisscom comme telle, car nous sommes intimement convaincus que cela accroît la valeur de Swisscom.

Il nous tient à cœur d'assumer pleinement notre responsabilité sociale. De nombreux clients font confiance à Swisscom, et nous n'avons donc pas droit à l'erreur. Pour nous, il est aussi primordial que nos partenaires et fournisseurs partagent la même philosophie.

Autrement dit, nous attendons de nos fournisseurs qu'ils assument eux aussi leurs responsabilités sociales et écologiques.

**Pouvez-vous nous donner des exemples de mise en œuvre de la politique d'achat durable chez Swisscom?**

Cela va du code de conduite aux règles anti-corrupcion, en passant par nos exigences vis-à-vis de nos partenaires et fournisseurs en matière de gestion de la qualité et de



ADRIAN JUNGO (49 ans) dirige le département Supply Chain & Corporate Real Estate Management de Swisscom et a quelque 200 collaborateurs sous ses ordres. Il est responsable de tous les achats et de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ainsi que des services immobiliers et de la gestion et de l'exploitation des bâtiments et des installations. Gestionnaire d'entreprise de formation, Adrian Jungo est titulaire d'un Executive MBA de la Haute école de St-Gall.

l'environnement, le choix de produits respectueux de l'environnement ou encore la prévention de situations de dépendance économique. S'agissant de ce dernier point, il est très important pour nous qu'aucun fournisseur ne dépende de Swisscom; nous voulons par exemple éviter qu'un fournisseur se retrouve dans une situation financière difficile si nous devons annuler une commande à la dernière minute.

**Quels instruments sont utilisés chez Swisscom afin de garantir l'application des principes de durabilité dans le domaine des achats?**

Notre principal outil est la politique d'achat de Swisscom. Ce document régit nos relations avec les partenaires externes, d'une part, et nous fournit à l'interne des directives de comportement, d'autre part. De plus, tous nos fournisseurs doivent signer une annexe au contrat décrivant les exigences exactes auxquelles ils doivent répondre. Nous soumettons aussi nos principaux groupes de marchandises à une analyse des risques rigoureuse. Celle-ci ne dépend pas forcément du volume d'achats. En effet, certains groupes de marchandises tels que les cadeaux publicitaires n'ont qu'un faible poids financier, mais recèlent un important potentiel de conflits.

Nous pratiquons aussi une gestion active des fournisseurs. Ainsi, tout nouveau fournisseur est évalué, ce qui est particulièrement important dans un environnement international. En général, nous demandons aux fournisseurs potentiels de se soumettre à une autoévaluation et de remplir une autodéclaration.

**Après ce test d'entrée, le fournisseur est-il soumis à d'autres contrôles?**

Bien entendu. Nous évaluons nos principaux fournisseurs chaque année, aussi du point de vue du respect des critères de durabilité, et procédons à des audits en cas de doute. A cet effet, nous collaborons si nécessaire avec des entreprises spécialisées ou avec d'autres sociétés de télécommunication.

**Les groupes de marchandises de Swisscom comprennent aussi bien des appareils informatiques que des services ou des immeubles. Procédez-vous de manière uniformisée ou différenciée?**

Comme nous travaillons avec cent groupes de marchandises environ, il va de soi que nous devons adapter nos méthodes en fonction des produits.

Nous achetons des infrastructures de télécommunication, des serveurs, des systèmes informatiques complets ainsi que de très nombreux produits comme les téléphones portables. En outre, nous avons recours à des services de construction pour l'enfouissement de câbles ou l'installation d'antennes de téléphonie mobile.

Nos produits les plus importants sont les appareils finaux destinés à nos clients. Ici, notre responsabilité est engagée sur toute la chaîne d'approvisionnement. Depuis quelques temps, Swisscom distribue aussi des produits sous sa propre marque, par exemple le nouveau routeur domestique. Dans ce cas, un éventuel dommage de réputation se répercuterait directement sur Swisscom.

**Quelles sont vos exigences vis-à-vis des fournisseurs de marchandises et de services?**

Comme nous avons un grand volume d'achats en Suisse, nous sommes très souvent en mesure d'imposer nos conditions, notamment en matière de sécurité. Les entreprises de construction auxquelles nous faisons appel ont besoin d'un certificat et doivent par exemple fournir la preuve que le collaborateur qui grimpe sur un mât est équipé et a été formé en conséquence. D'une manière générale, la question des conditions de travail nous tient à cœur. Nous n'imposons rien, mais insistons sur le fait que celles-ci soient définies conjointement par les partenaires sociaux. A cela viennent s'ajouter toutes les exigences environnementales relatives aux produits, pour lesquelles nous sommes intransigeants.

**Comment vos fournisseurs acceptent-ils les exigences de Swisscom à leur égard?**

Les annexes au contrat sont acceptées dans la plupart des cas. Mais il y a des exceptions. Les multinationales font parfois de la résistance, ce qui nous oblige à de longues et difficiles négociations.

**Avez-vous déjà relevé des manquements? Que faites-vous dans ce cas?**

Oui, il arrive que nous constatons que nos exigences minimales ne sont pas respectées. Mais nous sommes intransigeants, par exemple en ce qui concerne les risques liés à la sécurité ou l'accès aux bâtiments. En cas de manquements, nous sommes très stricts et, si nécessaire, agissons par voie juridique ou résilions les contrats. Dans la plupart des cas, le problème est très rapidement réglé.

«Concilier les critères de durabilité et les aspects économiques est source de conflits d'objectifs. Il faut continuellement mettre en balance les coûts et nos principes. Tous nos efforts tendent vers ce subtile équilibre.»

---

**Quels sont les risques encourus par Swisscom en cas de non-respect des principes d'un approvisionnement durable?**

La perte de crédibilité et de réputation sont clairement les principaux risques. A Zurich, nous avons eu le cas Huawei: ce fournisseur de réseau chinois, notre deuxième plus grand partenaire dans le domaine des technologies, a été accusé de violer le droit du travail. La presse s'en est emparée, faisant porter à Swisscom, en tant que client de Huawei, une part de responsabilité dans cette affaire. Le risque de dommage de réputation était grand, même si les accusations contre Huawei se sont par la suite révélées injustifiées.

**Avec neuf autres opérateurs de télécommunication, Swisscom est membre de la Joint Audit Cooperation (JAC), une association qui vérifie et évalue la mise**

**en œuvre des principes de durabilité dans les centres de fabrication des principaux fournisseurs multinationaux dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Quelles sont vos expériences avec cette coopération au sein de la branche?**

Notre participation à la Joint Audit Cooperation fait partie intégrante de notre politique d'achat. Dix grandes firmes, parmi lesquelles le groupe Vodafone et la Deutsche Telekom, ont mis sur pied un programme coordonné d'audits. Si les opérateurs devaient auditer eux-mêmes leurs fournisseurs, cela serait bien trop onéreux. C'est pourquoi chaque membre de la JAC a la responsabilité d'un certain nombre d'audits, dont il transmet ensuite les résultats à tous les autres membres. Nous ne procédons pas nous-mêmes à ces vérifications, mais collaborons à cet effet avec des sociétés d'audit internationales.



**Quels résultats vous et vos partenaires de la JAC avez-vous obtenus?**

L'année dernière, par exemple, les conditions de travail d'un demi-million de personnes en Asie ont été sensiblement améliorées, grâce aux pressions exercées par les entreprises membres de la JAC sur les fournisseurs concernés. Les travailleurs jouissent désormais de meilleures conditions d'hébergement et d'hygiène. A ce jour, nous avons fait d'excellentes expériences avec la JAC. Je pense d'ailleurs que c'est la seule voie possible si l'on veut faire bouger les choses.

**Vous avez plusieurs années d'expérience en matière de durabilité dans le domaine des achats. Quels ont été les défis et les chances et quels enseignements en avez-vous retirés?**

La mondialisation et les chaînes d'approvisionnement à plusieurs niveaux représentent un défi majeur. Mais il ne faut pas surestimer l'influence de Swisscom: notre volume d'achats représente seulement 1% environ de celui de l'ensemble des opérateurs de télécommunication membres de la JAC. En Chine, le nombre de nouveaux abonnements vendus chaque mois équivaut à notre portefeuille total. En ce qui concerne nos produits maison tels que les décodeurs TV, nous avons encore des progrès à faire en matière de consommation d'énergie. Nous sommes aussi sans cesse confrontés à de nouveaux thèmes sur lesquels nous devons prendre position; je songe ici notamment à la gestion des matières premières rares. Sans oublier le problème des conditions de travail en Chine, en Inde et ailleurs, un sujet dont personne ne se préoccupait il y a quelques années encore. Aujourd'hui, la plupart des nouveaux logiciels sont développés dans ces pays.

**Swisscom s'engage en faveur de la durabilité, mais elle doit aussi tenir compte des aspects économiques. Cela ne crée-t-il pas des conflits d'objectifs?**

Bien entendu! Il faut toujours chercher le meilleur équilibre possible entre les coûts et nos principes. Pour l'acheteur, il s'agit d'un exercice particulièrement difficile. En définissant clairement nos critères et nos priorités avant toute décision d'achat, nous créons de la transparence. Un exemple: absolument tous les centres d'appel de Swisscom se trouvent en Suisse. De nombreuses autres sociétés les ont délocalisés à l'étranger, parfois jusqu'en Inde, tout en garantissant aux clients un service dans leur langue nationale. Il va sans dire qu'elles s'en sortent à bien meilleur compte que nous.

**Quelles sont les expériences au sein de Swisscom et quel est le degré d'acceptation dans les services d'achat internes?**

Le degré d'acceptation est très élevé, justement parce que le principe de la durabilité est ancré dans notre stratégie d'entreprise. Nous avons aussi des objectifs clairs et mesurables, que nous voulons atteindre. Ils font partie intégrante de la convention d'objectifs et, point très important, de l'évaluation des acheteurs.

**La Banque nationale suisse est en train d'examiner l'ensemble de ses processus d'acquisition. Quels conseils lui donneriez-vous en ce qui concerne la durabilité?**

Mon premier conseil serait de se doter d'une politique d'achat. C'est d'ailleurs ce que je recommanderais à n'importe quelle entreprise, tout en l'incitant à une communication active sur sa politique d'achat, en interne comme en externe. Je suggérerais aussi à la BNS de professionnaliser ses activités d'achat, par exemple en utilisant des annexes au contrat en tant que partie intégrante du processus d'acquisition. Il faut un service chargé de l'application des directives correspondantes, c'est-à-dire une gouvernance solide, et impliquer tous les échelons, jusqu'aux collaborateurs.

Il est également nécessaire d'insister sur la formation, dans le domaine de la lutte contre la corruption par exemple. L'année dernière chez Swisscom, chaque personne qui a de près ou de loin affaire aux achats a suivi un programme d'*e-learning*. Tous les trois mois, nous convions en outre nos acheteurs à des ateliers dits de *purchasing*; une fois par année, cet atelier est intégralement dédié au thème de la durabilité.

**En automne prochain, vous présenterez à la BNS un exposé sur l'approvisionnement durable, que vous illustrerez à l'aide d'exemples. Quels sujets aborderez-vous à cette occasion?**

J'évoquerai les changements dans le monde numérique et leur incidence sur l'approvisionnement durable. Je souhaite aussi, à l'aide de cas concrets tels que les smartphones ou les décodeurs TV, montrer comment nous mettons en œuvre notre politique d'approvisionnement durable. Enfin, je décrirai les différentes étapes d'un audit, dans une entreprise chinoise par exemple.

# Annexe: Index GRI

L'index GRI se réfère aux directives de la Global Reporting Initiative (GRI)<sup>1</sup>, organisation internationale qui établit des lignes directrices généralement admises pour l'établissement des rapports en matière de développement durable ([www.globalreporting.org](http://www.globalreporting.org)). Le tableau ci-après est un extrait des indicateurs traités dans le présent rapport et mentionne la page où trouver les informations correspondantes.

## INDEX GRI

	Page
<b>Stratégie et analyse</b>	
1.1 Déclarations du directeur général	5
<b>Profil de l'entreprise</b>	
2.1 Nom de l'organisation	3
2.2 Principaux produits et marques correspondantes	5
2.5 Sites	5
2.8 Effectif	5
<b>Champ et périmètre du rapport</b>	
3.1 Période considérée	5
3.3 Périodicité du rapport	5
3.4 Personne à contacter au sujet du rapport	28
3.6 Périmètre du bilan	5
3.9 Hypothèses, techniques de mesure des données figurant dans le rapport et bases de calcul	5
3.12 Index GRI	26
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	
4.1 Structure de gouvernance, y compris comités de stratégie et de supervision	5
4.8 Lignes directrices, valeurs, codes de bonne conduite et principes ayant une importance pour la performance environnementale	5
4.9 Procédures définies au niveau de conduite supérieur pour superviser la manière dont la performance environnementale est identifiée et gérée	5
<b>Indicateurs de performance environnementale</b>	
EN1 Consommation de matières	7, 12
EN2 Pourcentage de matières recyclées	12, 14, 15
EN3 Consommation d'énergie directe	6, 12, 14
EN5 Energie économisée	6, 12, 14
EN7 Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	13, 17
EN8 Consommation d'eau	8, 12
EN16 Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre	11, 12
EN22 Masse de déchets par type et par mode de traitement	8, 12
EN29 Impact des transports et des déplacements professionnels sur l'environnement	9, 12

<sup>1</sup> Lignes directrices pour le reporting, développement durable, version 3.0 (2006)



# Glossaire

---

CO <sub>2</sub>	Dioxyde de carbone
Equivalent CO <sub>2</sub>	Volume de gaz à effet de serre exprimé en volume équivalent de CO <sub>2</sub>
Degrés-jours de chauffage	Somme des différences quotidiennes constatées sur une période donnée entre la température à l'intérieur d'un bâtiment (20° C) et la moyenne de la température extérieure calculée sur tous les jours de chauffage de la période considérée
kWh; MWh	Kilowattheure; mégawattheure: unités de mesure de l'énergie; 1 kWh correspond à l'énergie produite par 1 dl de mazout; 1 MWh correspond à 1000 kWh
coll.	Collaboratrices et collaborateurs
Gaz à effet de serre (GES)	Substances gazeuses qui contribuent à l'effet de serre: dioxyde de carbone (CO <sub>2</sub> , sert de valeur de référence), méthane (CH <sub>4</sub> ), oxyde nitreux (gaz hilarant, N <sub>2</sub> O), chlorofluorocarbures (CFC) et hexafluore de soufre (SF <sub>6</sub> )
VfU	Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten (association allemande)

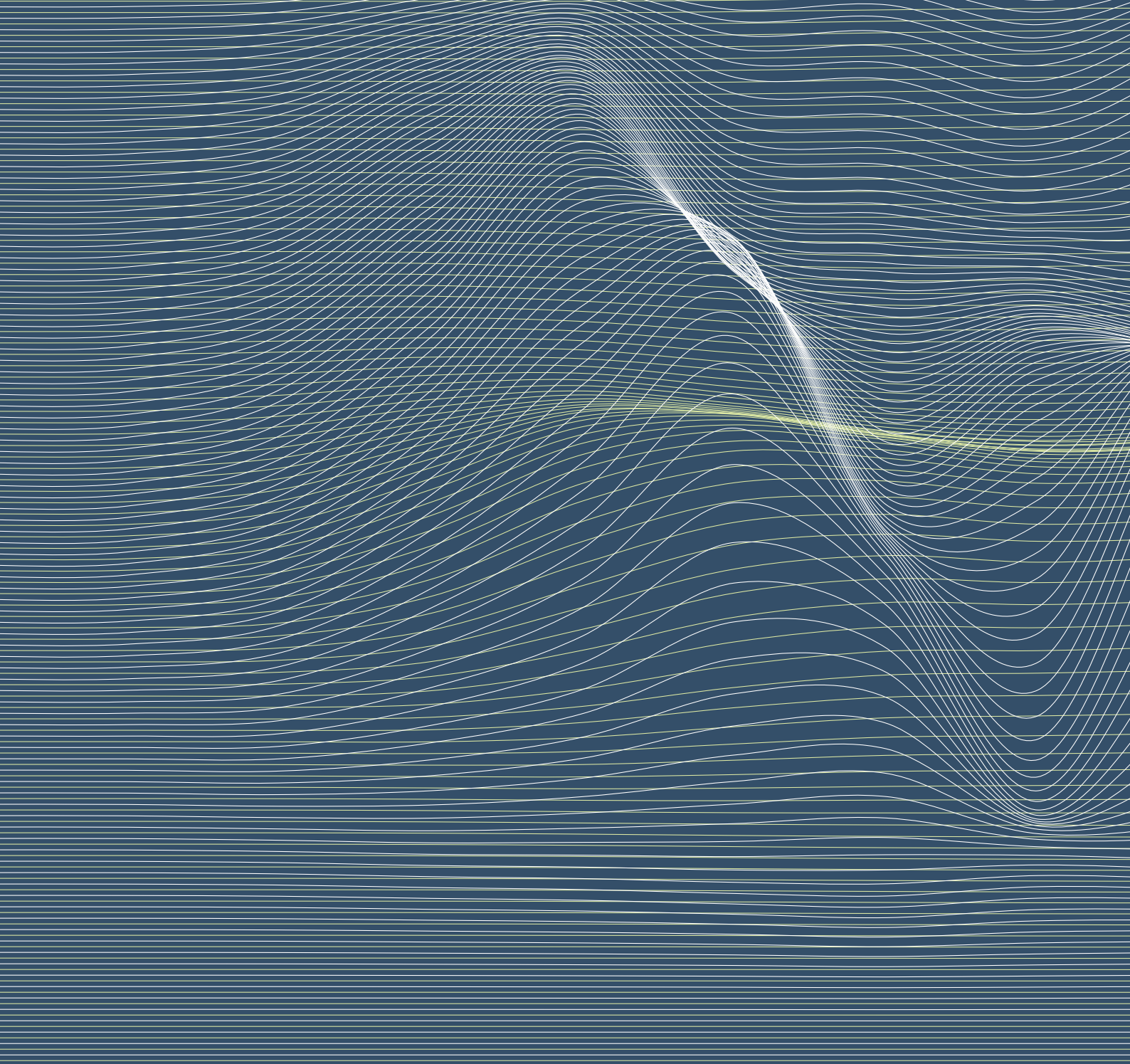
## **Contact**

Banque nationale suisse  
Bureau de l'environnement, Claudia Kopp  
Case postale, 8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 31 11  
E-mail: [claudia.kopp@snb.ch](mailto:claudia.kopp@snb.ch)

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne, juin 2014

Imprimé sur papier 100% recyclé Balance Pure





SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK

